

original: bawi 12
 kopien : brf jac sin kt la sru wok CD

rome 22.2.91 17.00

20. B2. 320

0042 hhhh

Pour: secretaire d'etat franz blankart, dfep/ofaee

copies:

- dfae: - secretariat cf rene felber
- secretaire d'etat klaus jacobi
- secretariat general
- direction politique
- ddip
- dfep: - ambassadeur jakob kellenberger
- bureau de l'integration
- secretariat cf jean-pascal delamuraz
- dftce: - secretariat cf adolf ogi
- office federal des transports
- secretariat general
- dff: - secretariat general

copies envoyees directement par radio/dc:

- ambassades a vienne, paris, bonn
- mission bruxelles

projet neat et relations bilaterales.

dans votre interessant 009 sur les negociations eee vous relevez sous chiffre 10 a le lien entre realisation neat et echec eee et estimez que le moment est venu de le faire comprendre a la commission, aux mae et aux ministres des transports.

cette demarche qui equivaudrait a un renversement de position par rapport a la philosophie du message du conseil federal sur le neat serait d'une immense portee et je me permets de vous soumettre quelques reflexions sur ses incidences en italie, pays separe de ses principaux partenaires commerciaux par la barriere des alpes. il ne s'agit bien entendu pas pour moi de m'immiscer dans la

- original envoye a: - ofaee
- copies envoyees a: - bureau de l'integration
- dfep, secr. cf delamuraz
- dftce, secr. cf ogi
- , office fed. des transports
- , sg
- dff, sg (p.fax)

23.2.91 10.45 -o- mk



negociation eee, mais vu l'importance des problemes de transit pour l'italie, il faut considerer l'ensemble de la question au dela du probleme immediat du succes ou de l'echec de la negociation eee.

le projet neat a deja exerce une influence benefique sur l'ensemble de nos relations bilaterales, mais sans provoquer cependant - du moins a ma connaissance - un assouplissement de la position italienne sur les transports a bruxelles.

l'italie juge sans doute la notre faible, mais ceci tient, en partie aussi, a la personnalite de l'actuel ministre des transports, m. bernini. celui-ci est guide avant tout par des preoccupations electorales et doit faire face aux pressions de petites entreprises peu viables qui n'ont aucun interet au developpement du ferroutage ou d'une conception globale des transports en europe.

m. berhini s'interesse surtout a la venetie, au brenner et aux liaisons avec le monde slave. il s'est fait tres critiquer, sur le plan national aussi, par sa fermeture brutale de la frontiere austro-italienne. vis-a-vis de la suisse, il dispose de deux armes possibles: l'introduction du diritto fisso en reponse a notre taxe sur les poids lourds et le refus d'octroyer des permis de trafic

triangulaire, mesures qui pourraient etre adoptees independamment de notre negociation sur l'eee. en ce qui concerne le diritto fisso, nous vivons sous un regime de moratoire et il serait facile de declencher une crise.

je rappelle, en effet, qu'en novembre 1987, les ministres italiens des transports et des finances avaient signe un decret introduisant un diritto fisso prohibitif qui aurait a son tour provoque des mesures de retorsion, graves elles aussi, de la part de la suisse. c'est grace au conseil federal et a l'intervention decisive du mae andreotti que les deux pays ont pu eviter une guerre des transports dont les consequences eussent ete a tous egards desastreuses.

par la suite, le projet neat, sa presentation sur le plan politique en italie par m. le conseiller federal ogi, les relations qui se sont instaurees au point de vue technique entre les deux pays ont veritablement change le climat de nos rapports. alors que les relations austro-italiennes etaient tres frequemment troubles par le blocus des frontieres, il n'y a rien eu de tel entre la suisse et l'italie. la valeur de l'effort fait par la suisse dans un interet europeen est reconnue et nos theses sur le ferroutage gagnent du terrain.

cette ambassade a procede a une large diffusion du message du conseil federal dans les milieux politiques et economiques et a pu constater par les reponses qu'elle a recues (la derniere il y a quelques jours de g. agnelli) qui n'etaient pas de pure courtoisie qu'il provoquait de l'interet. la comparaison entre autriche et suisse nous est dans ce domaine favorable.

il serait regrettable de dissiper ce capital de bonne volonté. une déclaration de non-réalisation du neat risquerait donc soit de ne pas être prise au sérieux, soit de symboliser "l'europunfaehigkeit" de la suisse. or avec ou sans eee, les alpes ne disparaissent pas et les vrais problèmes demeurent. toute incertitude quant aux intentions réelles de la suisse ferait resurgir la variante spluegen i. la région lombardie n'était pas favorable au gothard et c'est parce que la suisse s'est montrée si décidée à faire avancer le neat que ledit projet a été à ma connaissance abandonné bien que le comité pro spluegen continue à s'agiter sur le plan international. dans le piémont, l'attention se concentre surtout sur les communications avec la france par le mont cenis. l'intérêt déjà faible pour le simplon risque encore de diminuer.

une déclaration négative sur le neat aurait donc de multiples implications techniques et politiques et s'il est exact que le neat est un atout de négociation, c'est aussi une arme qui pourrait faire boomerang.

l'approche de l'italie à l'égard de l'intégration européenne est avant tout politique ce qui ne l'empêche pas bien entendu de défendre bec et ongles ses intérêts économiques. l'intégration de l'autriche et de la suisse est souhaitée parce qu'elle renforcerait une stabilité européenne jugée menacée et non uniquement pour des raisons commerciales et économiques. indépendamment donc de la négociation, on s'attend donc de leur part à un certain esprit de coopération dans les grands sujets d'intérêt commun.

une conception trop étroite de nos intérêts nationaux immédiats risque donc de nous isoler et le danger à moyen et à long terme est d'autant plus réel que sur des sujets extra-européens (tel que par exemple la définition de la nature juridique de la guerre du golfe: opération des nations-unies sur la base du chapitre vii ou conflit bilatéral) notre position semble différente de celle de nos principaux partenaires européens. si le projet eee risque l'échec, comme vous le laissez entendre, il me paraîtrait personnellement préférable de chercher à le dédramatiser plutôt que de risquer de l'envenimer encore par une démarche qui à l'étranger pourrait sembler contraire à l'esprit inspirant le message du conseil fédéral.

pometta+

ambasuisse